

BE-A0510_005412_005424_FRE

Inventaires des archives produites par les
Services décentralisés et les Organes
consultatifs du Ministère des Travaux
publics. Conseil supérieur de la Navigation
intérieure



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	3
Consultation et utilisation.....	4
Conditions d'accès.....	4
Histoire du producteur et des archives.....	5
Producteur d'archives.....	5
Historique.....	5
Archives.....	6
Historique.....	6
Contenu et structure.....	8
Contenu.....	8
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	9
Inventaires des archives produites par les Services décentralisés et les Organes consultatifs du Ministère des Travaux publics, Office de la Navigation, Comité de Contentieux, Conseil supérieur de la Navigation intérieure, Commission nationale des Grands.....	9
Conseil supérieur de la Navigation intérieure Procès-verbaux 1930-1939.....	9
4 - 9 Registre des procès-verbaux et pièces annexes des séances plénières et des quatre sous-commissions, 1933 - 1939.....	9

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Ministère des travaux publics. Conseil Supérieur de la navigation intérieure.
Procès-verbaux

Période:

1930 - 1939

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0510.1993

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 9.00
- Etendue inventoriée: 0.60 m

Dépôt d'archives:

Algemeen Rijksarchief / Archives générales du Royaume

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives du Conseil supérieur de la Navigation intérieure sont accessibles à toute personne munie d'une carte de lecteur des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

HISTORIQUE

Le Conseil supérieur de la Navigation intérieure fut fondé selon les termes de l'arrêté royal du 20 août 1912. Il était chargé de rassembler les informations relatives à la navigation intérieure et de chercher à améliorer la navigation et l'exploitation des voies navigables afin de conseiller au mieux le ministre compétent dans ce domaine. Dans ce but, il s'occupa notamment de la révision de divers articles du règlement de police, des chômages de la navigation et du règlement de questions soumises par des associations de bateliers.

Organisme paritaire, il était composé d'un nombre égal de représentants émanant de trois groupes : des services et d'organismes publics, outre les Travaux publics siégeait notamment un représentant de celui des Communications, des intérêts généraux, notamment d'organisations issues du secteur industriel, et enfin de la batellerie. À l'origine, ses membres étaient au nombre de douze.

En août 1923, le Conseil supérieur de la Navigation intérieure absorba la Commission d'exploitation des voies navigables. Cette commission avait été créée le 21 février 1919, par arrêté royal, auprès du Ministère des Chemins de fer, des Postes et de la Marine. Elle avait pour objet d'achever le programme et les travaux de la Commission interalliée des voies navigables, de formuler des propositions d'organisation pour la période de démobilisation et de présenter des programmes rationnels de l'exploitation des voies navigables. Elle s'était surtout efforcée de mettre en place des organismes aptes à décharger les chemins de fer, en pleine réorganisation, du transport des matières poudreuses. Ses attributions, très similaires à celles du Conseil, les mettaient en concurrence potentielle.

Suite à l'absorption de cette commission, le Conseil s'élargit à vingt-et-un membres. Il fut ensuite réorganisé et vit sa composition modifiée à de nombreuses reprises entre 1945 et 1972. Passé à trente-six membres en 1940, il en compta finalement jusqu'à quarante dans les années septante. La principale refonte le concernant fut fixée par l'arrêté du Régent du 18 novembre 1949. À cette occasion ses compétences furent étroitement liées à l'Administration des Voies hydrauliques pour l'entretien et l'amélioration du réseau navigable et surtout à la mission du Service d'exploitation des Voies navigables en ce qui concerne les questions juridiques et réglementaires nationales et internationales en cette matière.

La contribution la plus remarquable du conseil fut l'élaboration de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial. Pour le reste, ses travaux portèrent essentiellement sur les problèmes d'exploitation des voies navigables. Ainsi,

entre 1960 et 1966, ses membres s'investirent presque totalement dans la difficile question des horaires de manœuvre des ouvrages d'art. Entre 1966 et 1974, le Conseil ne s'est pas réuni. Les derniers arrêtés le concernant insistaient sur le caractère consultatif de ses avis. Il fut supprimé le 8 mars 1984.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Ce fonds était conservé au Centre d'Information et de Documentation du SPF Mobilité et Transports. Aujourd'hui, celui-ci dépend du Service d'encadrement Personnel et Organisation et conserve l'ensemble des ressources documentaires du SPF.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Au cours du temps, diverses bibliothèques ont été créées et ont coexisté au sein du même ministère. Lors de sa création au début des années 1980, au sein du Ministère des Communications, le centre de documentation a ainsi hérité de collections provenant de la bibliothèque de la Marine, de la bibliothèque centrale et de celle attachée au secrétariat général. Toutefois, ces collections n'ont pas toujours été épargnées par les déménagements successifs au sein du Ministère des Communications.

Une partie des collections du Centre provient également de la Bibliothèque centrale du Ministère des Travaux publics. Un arrêté ministériel de 1850 mentionne déjà l'existence d'une bibliothèque relevant du Secrétariat général mais il faut attendre l'arrêté royal du 2 mars 1881 pour qu'une Bibliothèque centrale soit officiellement créée. Placée sous la compétence du Comité de direction des Ponts et Chaussées, elle devait offrir toutes les ressources documentaires techniques utiles aux fonctionnaires des divers services. Toutefois, d'autres bibliothèques préexistantes ne furent pas démantelées pour autant.

En plus de ce remarquable ensemble d'ouvrages le centre avait également rassemblé une collection d'archives produites par les services dotés autrefois d'une bibliothèque. Bien qu'originales et n'existant qu'à un seul exemplaire pour la plupart, elles avaient été assimilées à des livres dans la mesure où ces documents étaient reliés sous forme de volumes.

Au printemps 2005, les services d'encadrement ainsi que trois directions générales du SPF ont déménagé leurs activités vers le nord de Bruxelles. Sachant que son centre de documentation conservait notamment des archives, dont une part importante, tant en volume qu'en intérêt historique, remontait au 19ème siècle, nous avons immédiatement pris contact avec Monsieur Wilfried Mertens, responsable du centre, afin d'obtenir le versement d'un maximum de ces archives aux Archives générales du Royaume. Les volumes inventoriés ci-

après y ont été versés le 17 mai 2005.

Contenu et structure

CONTENU

Le fonds est lacunaire puisqu'il ne couvre qu'une petite partie de la période d'activité du Conseil supérieur de la Navigation intérieure. Toutefois, dans la mesure où il s'agit des procès-verbaux des séances plénières et de ceux des sous-commissions, accompagnés de leurs pièces annexes, ce fonds présente un réel intérêt pour le chercheur.

Description des séries et des éléments

INVENTAIRES DES ARCHIVES PRODUITES PAR LES SERVICES
DÉCENTRALISÉS ET LES ORGANES CONSULTATIFS DU MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS, OFFICE DE LA NAVIGATION, COMITÉ DE
CONTENTIEUX, CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA NAVIGATION
INTÉRIEURE, COMMISSION NATIONALE DES GRANDS

*CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE PROCÈS-
VERBAUX 1930-1939.*

- | | | |
|-------|--|----------|
| 1 | Registre des procès-verbaux et pièces annexes des séances plénières, 1930 -1932.
1930-1932 | 1 volume |
| 2 | Registre des procès-verbaux et pièces annexes des séances de la première sous-commission, 1930 - 1932.
1930-1932 | 1 volume |
| 3 | Registre des procès-verbaux et pièces annexes des séances des deuxième, troisième et quatrième sous-commissions, 1930 - 1932.
1930-1932 | 1 volume |
| 4 - 9 | REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX ET PIÈCES ANNEXES DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES QUATRE SOUS-COMMISSIONS, 1933 - 1939. | |
| 4 | 1933.
1933-1933 | 1 volume |
| 5 | 1934.
1934-1934 | 1 volume |
| 6 | 1935.
1935-1935 | 1 volume |
| 7 | 1936.
1936-1936 | 1 volume |
| 8 | 1937.
1937-1937 | 1 volume |
| 9 | 1938 - 1939.
1938-1939 | 1 volume |